

# Les vieux Plans d'épargne logement sont dans le viseur de la Banque de France



© 2021 Les Echos Publishing

Prévu pour aider les ménages à financer un bien immobilier, le Plan d'épargne logement (PEL) a perdu, ces dernières années, de sa superbe en raison notamment des baisses successives de son taux d'intérêt et des différentes réformes qu'il a subies (révision annuelle de la rémunération, durée de vie maximale...). Ce produit, qui a été détourné de sa fonction première pour devenir un véritable produit d'épargne, se trouve aujourd'hui dans le collimateur de la Banque de France. La raison ? Les « vieux » PEL, ouverts avant mars 2011, possèdent des caractéristiques qui pèsent sur le financement de l'économie française. En effet, ces plans offrent à leurs titulaires un taux d'intérêt garanti durant toute la durée de vie du PEL. PEL qui prend fin au décès de l'épargnant. En outre, ces anciens contrats profitent d'une rémunération attractive. Par exemple, un PEL souscrit entre juillet 2000 et juillet 2003 offre un taux d'intérêt de 4,50 % (prime d'État incluse). Une rémunération qui, selon l'Observatoire de l'épargne réglementée (qui dépend de la Banque de France), apparaît en décalage avec les autres placements à moyen terme sans risque.

**À noter :** au 31 décembre 2020, le nombre de PEL s'élevait à 12,8 millions, en repli de 590 000 plans sur un an. Concrètement, en 2020, 1 Français sur 5 était titulaire d'un

PEL. Par ailleurs, l'encours de ce contrat a continué d'augmenter en 2020, pour s'établir à 294,2 Md€.

Face à ce décalage, la Banque de France serait à la recherche de solutions pour remettre de l'ordre au sein de l'épargne réglementée. Dans son rapport 2020, l'Observatoire de l'épargne réglementée a fait ses calculs. En partant de l'hypothèse que les PEL ouverts avant 2021 seraient rémunérés au taux en vigueur pour les nouveaux PEL, soit 1 % seulement, il en résulterait un gain de l'ordre de 3,9 Md€ en matière de ressources pour le financement de l'économie française. En effet, la rémunération moyenne de l'ensemble des PEL ouverts avant 2011 est près de deux fois supérieure à celle des PEL ouverts après 2011 : 4,13 % en pondérant par le nombre de plans et 4,46 % en pondérant par l'encours, prime comprise, pour les PEL ouverts avant 2011, contre respectivement 2,06 % et 2,23 % pour les PEL ouverts après 2011. L'hypothèse d'une rémunération fixée à 1 % pour l'ensemble des PEL abaisserait les intérêts et primes versés de 3,9 Md€ pour les PEL ouverts avant 2011.